



**PRÉFÈTE  
DU LOIRET**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations**  
Sécurité de l'environnement industriel

**ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE MODIFIANT ET COMPLÉTANT CERTAINES PRESCRIPTIONS  
APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE SUCRERIE ET DE DISTILLERIE D'ALCOOL  
EXPLOITÉES PAR LA SOCIÉTÉ TEREOS À ARTENAY**

**La Préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** la décision 2019/2031/UE du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

**VU** le code de l'environnement, et notamment le titre VIII du livre Ier et le titre Ier du livre V (parties législatives et réglementaires) et en particulier l'article R. 181-45 ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Mme Sophie BROCAS, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 septembre 2020 autorisant la fabrication de produits hydro-alcooliques par la société TEREOS dans son établissement sur le territoire de la commune d'Artenay et actualisant certaines prescriptions ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2024 portant sur la mise à jour de certaines prescriptions applicables à la société TEREOS FRANCE à Artenay ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 17 mars 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORÉ, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**VU** le dossier de demande de modification des prescriptions, déposé le 15 janvier 2024, relatif à l'évolution des résultats du dispositif liée à la thématique Odeurs et du plan d'actions associé de la société TEREOS sur le territoire de la commune d'Artenay et complété par courriel du 18 janvier 2025 ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 7 mai 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 9 mai 2025 ;

**VU** l'avis du 22 mai 2025 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

**VU** les observations formulées par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté lors du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 22 mai 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la société TEREOS a mis en œuvre un plan d'actions de gestion des odeurs issues des bassins de stockage des eaux issues des activités de sucrerie et de distillerie ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application du chapitre 13.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 septembre 2020, « *l'exploitant peut demander à modifier ou supprimer les conditions de contrôle en continu de la concentration en hydrogène sulfuré, en transmettant tous les éléments d'appréciation. L'autorisation de révision ou de suppression est prise par l'inspection des installations classées.* »

**CONSIDÉRANT** que le dossier de demande de modification des prescriptions susvisé démontre la mise en œuvre de mesures préventives et correctives appropriées concernant la gestion des odeurs ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'acter des dispositions correctives mises en œuvre et des engagements pris par l'exploitant notamment concernant la durée cumulée annuelle de la concentration en hydrogène sulfuré ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de modifier et de compléter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 septembre 2020 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

## ARRÊTE

### **Article 1 - Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société TEREOS FRANCE dont le siège social est situé 77 rue de Senlis à MOUSSY-LE-VIEUX (77230), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de ses installations sises sur le territoire de la commune d'ARTENAY (45410), route de Paris.

### **Article 2 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

#### **2.1 Odeurs**

L'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 septembre 2020 est abrogé et remplacé par le présent article :

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. En particulier, ces dispositions doivent permettre :

- de limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...) ;
- d'éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert ;
- de veiller à épandre les effluents odorants à une distance suffisante des habitations.

À ce titre, sont en place :

- un dispositif d'aération des bassins 2B et 2C de Dambron, décrits au chapitre 4.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 septembre 2020 susvisé, permettant de réduire les odeurs de façon permanente,
- un by-pass du décanteur permettant de transférer directement les effluents de la distillerie vers les bassins de Dambron,
- une mise en œuvre de traitement des effluents issus de la distillerie avec des produits alcalinisant du hydroxyde de magnésium,
- une mise en œuvre d'une boucle de recirculation des eaux sur les bassins de Dambron,

- une mise en œuvre d'une boucle de recirculation des eaux des bassins de Dambron entre ces bassins et le bac à boue sur le site de l'usine,
- une mise en place d'un échangeur de chaleur au niveau de la fosse P42 pour refroidir les effluents issus de la distillerie.

En cas d'indisponibilité ou de défaillance des dispositions précitées, l'exploitant met en œuvre les mesures correctives et/ou les mesures compensatoires nécessaires et appropriées.

Sans préjudice des dispositions mises en œuvre par l'exploitant, il poursuit ses démarches d'amélioration continue de gestion des odeurs issues des bassins de stockages des effluents aqueux de l'établissement.

## **2.2 Rejets d'hydrogène sulfuré**

L'article 3.1.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 septembre 2020 est abrogé et remplacé par le présent article :

L'exploitant doit mettre en place toutes les mesures nécessaires pour limiter les rejets canalisés et diffus d'hydrogène sulfuré générés par les installations exploitées sur le site, y compris les bassins de lagunage.

La concentration en hydrogène sulfuré dans l'air ambiant dans les zones d'occupation humaine qui dépasse le seuil olfactif de 30 µg/m<sup>3</sup> plus de 30 minutes par jour en durée cumulée doit faire l'objet d'une information auprès de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures nécessaires pour mettre fin dans les meilleurs délais au dépassement.

La durée de ces dépassements ne doit pas excéder :

- 6 heures cumulées sur une année civile au niveau des capteurs des cibles 1 et 1 bis ;
- 6 heures cumulées sur une année civile au niveau du capteur de la cible 1 ter.

La position des capteurs cibles 1, 1 bis et 1 ter est définie à l'article 2.3 du présent arrêté.

## **2.3 Mesure en continu de la concentration en hydrogène sulfuré dans l'air ambiant**

Le chapitre 13.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 septembre 2020 est abrogé et remplacé par le présent article :

L'exploitant met en place des capteurs de mesures en continu (avec un pas de l'ordre d'une minute) pour vérifier la concentration en hydrogène sulfuré dans l'air ambiant des zones d'occupation humaine, fixée à l'article 2.2 du présent arrêté. Les résultats de mesure sont enregistrés en permanence et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le nombre et l'emplacement des capteurs sont définis, en accord avec l'inspection des installations classées, à proximité des premières habitations et des principales installations susceptibles d'émettre de l'hydrogène sulfuré. Au moins trois capteurs, dont deux au sud de l'usine (cibles 1 et 1bis) et un au nord-est (cible 1ter), sont mis en place à proximité des premières habitations.

Tout dépassement de la valeur fixée à l'article 2.2 du présent arrêté, sur la durée fixée dans le même article, sur l'un de ces capteurs situé à proximité des habitations est déclaré sans délai à l'inspection des installations classées, conformément aux dispositions de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 septembre 2020 susvisé.

Cette information comprend, a minima, les éléments suivants :

- la date et les conditions météorologiques,
- le capteur cible concerné,
- la durée de dépassement,
- la plage horaire du dépassement,
- la moyenne des concentrations pendant les minutes de dépassement,
- la concentration et l'heure du pic de l'évènement odeurs,
- le cumul annuel des dépassements sur la cible concernée,
- le cumul annuel des dépassements sur l'ensemble des cibles,

De plus, l'information de l'évènement odeurs comprend :



- une analyse des causes, des circonstances ayant conduit à l'évènement ainsi que des conséquences de ce dernier ;
- les mesures mises en œuvre en réponse à l'évènement.

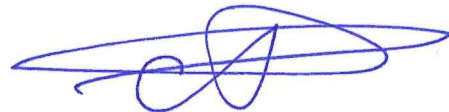
**Article 3** - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 4** - Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de quatre mois.

**Article 5** - Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre - Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLÉANS, le **27 MAI 2025**

**Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général**



**Nicolas HONORÉ**

#### Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le cours du délai imparti pour l'introduction du recours contentieux est interrompu par l'exercice des recours administratifs, et ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.